

Le malthusianisme environnemental : une histoire intellectuelle et politique dans la seconde moitié du XXe siècle en France

Mémoire de master

Eloïse Richard sous la supervision de Fabien Locher

Nous serions trop sur terre. Cette idée selon laquelle les crises environnementales seraient causées tout ou partie par le nombre d'êtres humains sur la planète est communément répandue et reprise par une diversité d'acteur·ices dans l'espace public aujourd'hui. Pensons à certain·es écologistes qui invoquent la surpopulation comme raison d'avoir moins ou pas d'enfants, ou à l'UDC¹ qui lance en 2023 son initiative dite "pour la durabilité"², visant à limiter la population suisse à moins de 10 millions d'habitant·es. Le terroriste d'extrême-droite qui massacra 51 musulmans à Christchurch en 2019 invoquait la nécessité de "tuer la surpopulation, et ainsi sauver l'environnement"³. Si ces différents exemples sont bien sûr distincts, ils se basent tous sur cette même idée d'une surpopulation planétaire. Cette position idéologique est qualifiée dans le cadre de ce travail de "malthusianisme environnemental"⁴ car héritière de la pensée de Thomas Malthus, économiste et pasteur anglais du 18e siècle. Il soutient que la population croît plus rapidement que les ressources alimentaires, provoquant des crises à moins d'une régulation naturelle ou volontaire de la croissance démographique. Sa pensée est réactualisée à l'aune des enjeux environnementaux du 20e siècle.

Le malthusianisme environnemental, loin d'être nouveau, a contribué à l'essor du mouvement environnemental états-unien dans les années 1970, ses partisan·es ayant alerté précocement sur les crises environnementales globales. Pourtant, peu de recherches ont été réalisées dans les contextes français et suisse. A l'heure où les discours sur la surpopulation résonnent de plus en plus dans l'espace public, ce mémoire propose un retour historique sur le malthusianisme environnemental dans la seconde moitié du 20e siècle en France, incluant une perspective comparative avec la Suisse romande. Si les thématiques de durabilité sont souvent orientées vers le futur, ce travail s'ancre dans une perspective historique. Il ne vise ainsi pas à répondre à la question de savoir si nous devons ou pas limiter la population, mais plutôt d'étudier la construction et l'influence idéologique et politique des différents courants associant crises environnementales et surpopulation. Une meilleure compréhension de ces discours, de leurs racines et des enjeux auxquels ils sont associés peut permettre d'éclairer les débats actuels et d'orienter les actions futurs sur le rôle de la question démographique pour la durabilité.

La première partie de ce travail débute à la fin des années 1940. Le malthusianisme environnemental prend son essor, mobilisé non pas de manière unifiée, mais par différents

¹ Union Démocratique du Centre, premier parti de suisse d'extrême-droite.

² Union Démocratique du Centre. (2023). « Texte de l'initiative populaire fédérale 'Pas de Suisse à 10 millions ! (Initiative pour la durabilité)' ». Consulté le 5 novembre 2023 depuis https://initiativedurabilite.ch/wp-content/uploads/2023/07/01_Nachhaltigkeits-Initiative_Initiativtext_FR.pdf.

³ Brenton Tarrant, « The Great Replacement », cité dans Guillibert, P. (2020). La racine et la communauté : Critique de l'écofascisme contemporain. *Mouvements*, 4(104), p. 84.

⁴ Robertson, T. (2012). *The Malthusian moment: global population growth and the birth of American environmentalism*. New Brunswick : Rutgers University Press.

acteur·ices comme outil en défense de leurs projets politiques. Dans un contexte de Guerre Froide, les milieux anarchistes et pacifistes revendiquent de freiner la surpopulation mondiale pour atteindre la paix. Certains mouvements féministes s'appuient également sur le malthusianisme pour revendiquer l'accès aux moyens contraceptifs. Plus inquiétant, dans les anciennes colonies françaises, des politiques malthusiennes de contrôle des naissances et de l'immigration sont mises en oeuvre. Mais ces courants sont minoritaires dans une France qui reste majoritairement nataliste, visant à accroître la population française métropolitaine.

La deuxième partie de ce mémoire, axée sur les décennies 1970-1990, est marquée par un contexte de préoccupation globale pour les enjeux environnementaux. En 1972, est notamment publié le rapport Meadows du MIT commandité par le Club de Rome qui avertit que la croissance économique et démographique incontrôlée mènera à des crises environnementales et économiques majeures. Les premier·es militant·es écologistes français·es alertent alors sur la surpopulation, mais leur position est à nuancer. En effet, ils critiques les positions malthusiennes autoritaires et s'opposent aux politiques démographiques coercitives que les pays occidentaux pourraient imposer dans les pays pauvres (par exemple, conditionner l'aide internationale à des programmes de contrôle des naissances, ou financer des campagnes de stérilisations incitées ou forcées). De l'autre côté de l'échiquier politique, des acteur·ices de l'extrême-droite commencent également à s'appropriier les discours écologistes par le biais du malthusianisme pour justifier leurs politiques de contrôle de l'immigration. Si cette position reste marginale au sein de l'extrême-droite française, en Suisse une association (ancêtre d'Ecopop⁵), et surtout un parti d'extrême-droite (l'Action nationale contre la surpopulation étrangère) se sont construits autour du malthusianisme environnemental. Ce parti, dont les idées infusent dans le programme actuel de l'UDC, mobilise la crainte d'une surpopulation pour défendre une politique écologiste nationaliste anti-immigration.

Pour conclure, ce travail contribue à expliquer en quoi le malthusianisme environnemental est devenue l'une des idées les plus controversées en matière de durabilité. Il le fait notamment en soulignant les politiques malthusiennes instaurées dans le contexte postcolonial français, et les appropriations des idées malthusiennes par les mouvances d'extrême-droite. Si des mouvements anarchistes, pacifistes et écologistes ont tenté de s'emparer du malthusianisme environnemental dans une visée progressiste, il représente néanmoins une porte d'entrée vers une forme de fascisme écologique du fait des restrictions des droits reproductifs ou de circulation de certains groupes sociaux. Nous serions alors tenté·es de nous demander s'il ne faudrait pas que la durabilité se distance complètement du malthusianisme environnemental. Au fil de la seconde moitié du 20e siècle, les idées et politiques malthusiennes ont en partie évolué du contrôle des naissances au contrôle de l'immigration. Cette recherche semble d'autant plus pertinente alors qu'actuellement les crises environnementales et migratoires s'amplifient, et que l'extrême-droite se saisit de plus en plus de l'écologie, souvent par le biais d'un discours sur la surpopulation.

⁵ Association Ecologie et Population, ayant notamment déposé en 2012 l'initiative "Halte à la surpopulation - Oui à la préservation durable des ressources naturelles" en vue de limiter l'immigration en Suisse pour des motifs écologistes.